

137

~~courant~~

alternatif

MARS 2004 - 2,30 €
Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

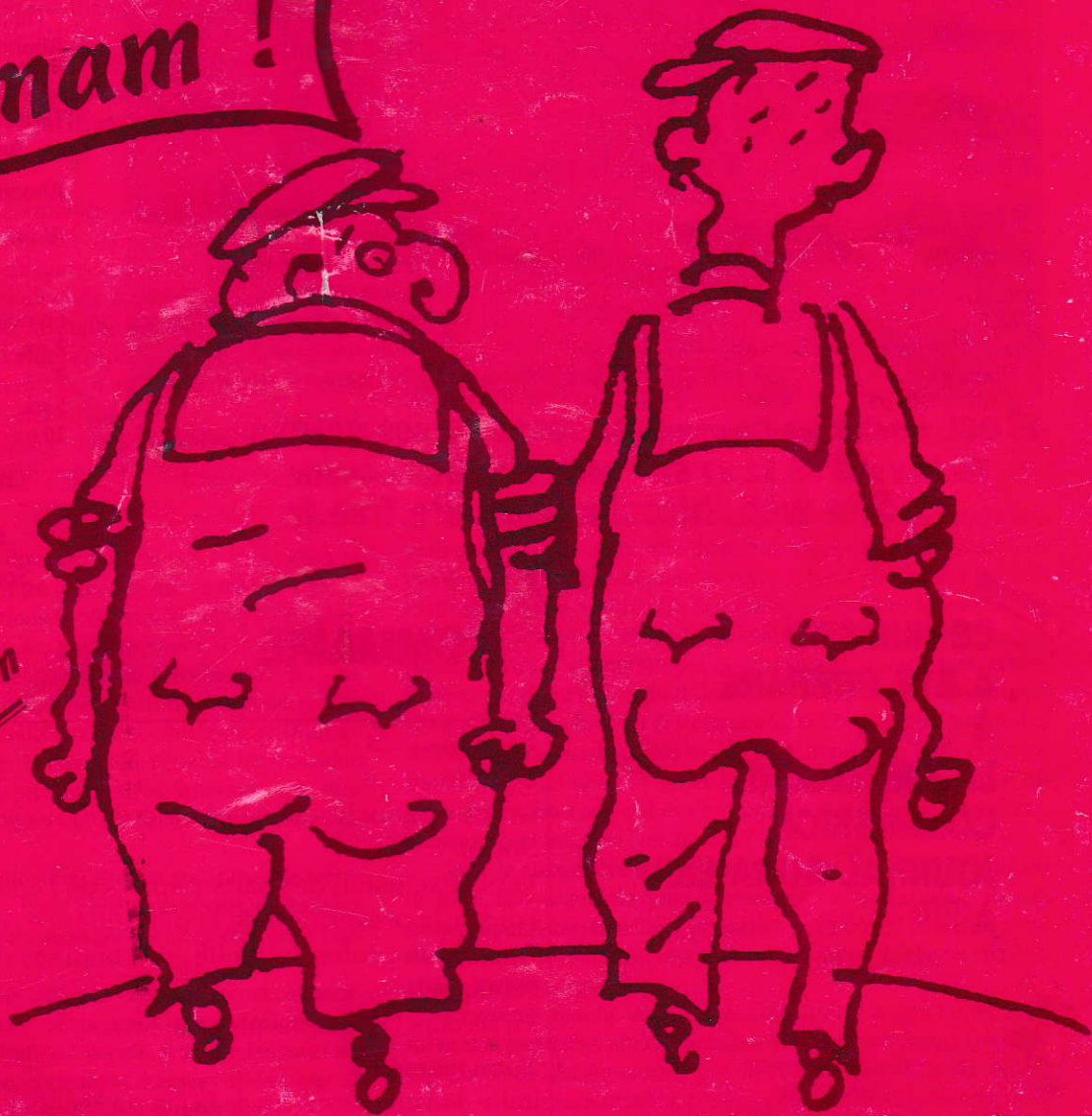
Ni curé
Ni rabin,
ni imam !

À bas les
religions !
Vive le
social !

RELIGIONS:
Le retour !

SANS PAPIERS
exclus de la santé

ITALIE
L'histoire sans fin de
la stratégie de la tension



M 01292 - 137 - F. 2,30 €



Les bombes et les secrets

L'histoire sans fin de la piazza Fontana

La récente sortie, en France, du film *Buongiorno, notte* de Marco Bellochio, suivie, peu après, par la nouvelle de l'arrestation du romancier Cesare Battisti pour des faits remontant aux années 70, ont fait resurgir, une fois de plus, la mémoire des « années de plomb »¹, et tout particulièrement des actions armées des groupes d'extrême gauche de l'époque, qui débouchèrent, en 1978, sur l'assassinat d'Aldo Moro, le leader de la démocratie-chrétienne favorable au compromis historique proposé par le PCI au lendemain du coup d'État chilien du 11 septembre 1973.

Ce n'est probablement pas par hasard si la mémoire de ces faits a rejeté dans une ombre à peu près totale le souvenir des événements qui marquèrent l'entrée du pays dans une longue période de violences politiques. Il est pourtant impossible de comprendre la radicalisation qui s'opéra au sein d'une partie de l'extrême gauche italienne au milieu des années 70 si on ignore tout des événements des années antérieures.

Les bombes du 12 décembre 1969

De fait, tout – ou presque – commence le 12 décembre 1969, quand une bombe posée à la Banque de l'agriculture, sur la piazza Fontana de Milan, explose au beau milieu de l'après-midi, causant 16 morts et une centaine de blessés². Presque au même moment, à la Banque commerciale italienne de la piazza della Scala, on découvre, dans un sac noir abandonné près d'un ascenseur, une autre bombe dont le mécanisme s'est enrayé. Enfin, la journée se conclut par deux autres explosions, à Rome cette fois-ci. Une bombe déposée dans un couloir souterrain de la Banque nationale du travail située via Veneto cause une quinzaine de blessés, avant que deux autres engins, de moindre puissance, visant l'Autel de la Patrie de la piazza Venezia, ne blessent un carabinier et trois passants. L'Italie, sans le savoir encore, vient d'entrer dans l'ère des massacres, dont le point culminant se situera le 2 août 1980, quand une bombe placée dans la gare de Bologne sera cause de la mort de 80 personnes et de plusieurs dizaines de blessés. Entre-temps, il

aura eu l'attentat contre le train «La freccia del sud», le 22 juillet 1970 (6 morts et 139 blessés); celui de Peteano, le 31 mai 1972 (3 morts, un blessé); celui de Brescia, le 28 mai 1974, qui frappe une manifestation anti-fasciste (8 morts et presque 100 blessés), et enfin, le 4 août de la même année, l'attentat contre le train «Italicus» (12 morts et 48 blessés).

Pour revenir aux bombes de décembre 69, il convient de noter qu'elles marquent l'apogée d'une impressionnante série d'actes terroristes commis tout au long de l'année: rien de moins que 145, soit 12 par mois, ou, si on préfère, un tous les trois jours. De ces actions, 96 sont officiellement imputables à des groupes d'extrême droite, soit à cause des cibles visées (sièges de partis de gauche, monuments en honneur des partisans, synagogues, etc.) soit parce que leurs auteurs ont été identifiés. Les autres sont d'origine plus incertaine, à l'instar des attentats des 8 et 9 août contre des trains³. D'autres, enfin, sont attribués aux anarchistes: c'est le cas des attentats qui ont eu lieu à Milan en avril, le mois le plus «chaud» de l'année, avec un total de 45 actes terroristes. Ceux du 25 de ce mois ont

frappé le pavillon de la Fiat installé à la Foire de Milan, et les locaux du bureau des changes de la Banque nationale des communications, sis à la gare centrale de la même ville. Au vu des objectifs visés par ces deux attentats, qui n'ont fait que quelques dizaines de blessés légers, la police a procédé à l'arrestation d'une quinzaine de libertaires.

C'est encore vers eux que, quelques heures à peine après l'attentat de la piazza Fontana, se dirigent les soupçons. Le soir même, le juge Amati et le commissaire Calabresi font savoir à la presse que c'est du côté des anarchistes qu'il faut aller chercher les coupables. Aussitôt dit, aussitôt fait: le lendemain, on lance un raid contre les milieux anarchistes, dont témoigne l'article paru le 15 décembre en première page du *Corriere della Sera*, où le journaliste Arnaldo Giuliani annonce l'arrestation de 27 «extrémistes», dont la plupart appartiennent à des «groupes néo-anarchistes liés à des organisations internationales». Dans les pages intérieures du quotidien, un autre journaliste, Enzo Passanisi, rappelle le «précédent» de l'attentat commis par des anarchistes au théâtre Scala le 23 mars

1923. Après avoir donné la parole à des membres du groupe libertaire du Ponte della Ghisolfa, qui qualifient d'«erreur» l'attentat commis alors par des anarchistes, le journaliste se demande si «ce vendredi, il n'y aurait pas eu une erreur» du même genre.

«La fureur de la bête humaine»

Dès le 17 décembre, la question ne se pose plus. Ce jour-là, tous les journaux paraissent avec la photo de Pietro Valpreda à la «une». Et si certains se contentent d'informer de l'arrestation de ce danseur anarchiste, dont on ne se prive pas de rappeler qu'il eut autrefois maille à partir avec la police, la majorité ne fait pas précisément dans la dentelle. Qu'on en juge: «Valpreda est perdu» (*Corriere d'informazione*), «L'assassin est arrêté: il s'agit de l'anarchiste Pietro Valpreda» (*Il Tempo*), tandis que *Il Secolo d'Italia* préfère parler, pour sa part, de l'arrestation «d'un communiste». *Il Mattino* annonce qu'on a capturé «le terroriste qui a commis le massacre» tandis que *Il Tempo* n'hésite pas à écrire que «le monstre est un communiste-anarchiste, danseur de music-hall». Quant à la télévision, elle fait entendre le même son de cloche, puisque, au journal télévisé du soir du 16 décembre, le journaliste Bruno Vespa déclare benoîtement que «Pietro Valpreda est un coupable, il est un des responsables du massacre de Milan» et ajoute-t-il, pour le cas où cela ne suffirait pas, «des attentats de Rome». C'est un certain Vittorio Notarnicola du *Corriere d'informazione* qui va donner le coup de pied de l'âne à Valpreda dans un article intitulé «La fureur de la bête humaine», qui mériterait de figurer, en très bonne place, dans une anthologie de l'infamie journalistique⁴.

Mais d'où vient cette assurance d'une grande partie de la presse, et comment a-t-on pu remonter si vite

au «responsable» des attentats du 12 décembre? À en croire la police, c'est grâce au témoignage spontané d'un chauffeur de taxi, Cornelio Rolandi, qui est venu déclarer que, le 12 décembre dans l'après-midi, il avait déposé un client près de la Banque nationale de l'agriculture: l'homme, qui s'épargnait de la sorte une marche d'environ 135 mètres, serait descendu avec une mallette noire à la main, aurait repris le taxi quelques instants plus tard, les mains vides, avant de se faire conduire via Albricci et de disparaître dans la nature, non sans avoir laissé un souvenir immortel au chauffeur de taxi. Les enquêteurs pensent alors à confronter celui-ci à Valpreda, qui, victime du raid opéré par la police dans les milieux anarchistes, a été transféré à la *questura* de Rome pour y être interrogé. On fait donc venir le chauffeur de taxi à la capitale pour une séance d'identification. Valpreda est mis en compagnie de quatre policiers, et évidemment, parmi les présents, Rolandi «reconnaît» sans peine son client du 12 décembre, l'homme qui a trouvé bon de prendre un taxi pour aller commettre un attentat. Il le «reconnaît» d'autant plus aisément qu'il avoue en toute candeur ce qui suit: «Les carabinieri de Milan m'ont montré une photo dont on m'a dit que c'était celle de la personne que je devais reconnaître», une déclaration qui obligera, en 1972, le substitut Vittorio Occorsio à d'assez inconfortables contorsions pour tenter de prouver que la phrase du chauffeur de taxi n'avait pas du tout le sens qu'un vain peuple, ignorant des ressources de la dialectique, lui avait attribué. Quant à Rolandi lui-même, il n'en dira pas plus, puisqu'il a la riche idée de mourir, bien avant l'âge, le 16 juillet 1971.

Mort «accidentelle» d'un anarchiste: Pinelli défénestré

Toutefois, quand Pietro Valpreda est arrêté et désigné à la vindicte publique par une presse qui, grâce au témoignage «spontané» de Cornelio Rolandi, croit avoir trouvé en lui le «monstre» responsable du massacre du 12 décembre, la bombe de la piazza



Giuseppe Pinelli

Fontana a déjà fait une victime de plus en la personne de Pino Pinelli, un militant bien connu des milieux de l'extrême gauche milanaise. En effet, dans la nuit du 15 au 16 décembre, ce cheminot libertaire, déjà inquiété après les attentats du mois d'août, tombe de la fenêtre du bureau de la *questura* où il était interrogé par les services du commissaire Calabresi. Pour la police, la cause est entendue: sentant qu'il s'enfermait dans ses explications, Pinelli aurait choisi de mettre fin à ses jours. Pour faire bonne mesure, les policiers présents certifient qu'il se serait précipité par la fenêtre en criant: «C'est la fin de l'anarchie». À dire vrai, ils fourniraient toutes sortes d'explications de l'événement, toutes plus piteuses les unes que les autres, et toutes également ridiculisées par Dario Fo dans sa pièce *Mort accidentelle d'un anarchiste*. Un exemple, digne des meilleures comédies italiennes: l'un d'entre eux soutiendra qu'il aurait essayé de retenir Pinelli en le prenant par une de ses chaussures, qui lui serait restée dans la main: or, des témoignages fiables ont établi que le cadavre de Pinelli avait bel et bien ses deux chaussures aux pieds. En désespoir de cause, une fois écartée la thèse du suicide, le juge milanais D'Ambrosio inventera pour la circonstance une notion absolument inédite dans les annales de la

médecine, à savoir le *malore attivo*, ce «malaise actif» et malvenu qui aurait fait chuter Pinelli du quatrième étage de la *questura* de Milan. Un accident, donc. C'est sur cette trouvaille que, le 27 octobre 1975, ce juge fera fond pour clore l'enquête sur la mort de Pinelli, une bonne fois pour toutes. En revanche, rien de sérieux ne sera fait pour infirmer, ou confirmer, la thèse qui avait couru dans toute la ville, à savoir que Pinelli était déjà mort, d'un coup de karaté asséné sur la nuque, quand il fut jeté de la fenêtre du bureau de Calabresi.

Le «choix» de Pietro Valpreda

On a vu que, le soir même des attentats, Amati et Calabresi invitent à chercher les coupables du massacre du côté des anarchistes. Il y a plus, en vérité. C'est très précisément vers Valpreda que s'orientent les soupçons du «commissario Finestra»⁵. Quelques heures à peine après l'attentat, celui-ci se présente au local anarchiste de la via Scaldasole pour demander aux deux présents, Sergio Ardaù et Pino Pinelli, des nouvelles de «ce fou de gamins» du groupe libertaire du 22 mars. La police est très bien informée, semble-t-il, des propos incendiaires que tient Valpreda dans les cafés du quartier de Brera à Milan ou dans les petits bulletins auxquels il lui arrive de collaborer, comme ce *Terra e libertà* où, sous le titre «Ravachol è risorto»⁶, il a exalté l'action des «jeunes prêts à tenir leur rôle d'ennemis de l'État et à crier «Ni Dieu ni maître» avec le poignard de Caserio, le pistolet de Bresci, la mitraillette de Bonnot, les bombes de Filippi et d'Henry».

Et comment pourrait-elle ne pas l'être si le «compagnon Andrea», l'un des membres du petit cercle du 22 mars (le groupe des jeunes activistes liés à Valpreda), n'est autre qu'un fonctionnaire de police du nom de Salvatore Ippolito. Ce n'est cependant pas de lui que viendront les principales accusations portées à l'encontre de Valpreda, mais d'un autre des membres du groupe, un étudiant en philosophie appelé Mario Merlino. Celui-ci, interrogé par la police de Rome le 13 décembre, n'a rien de plus pressé que d'avouer que ses camarades disposent d'un dépôt d'armes et d'explosifs, situé, à l'en croire, sur la via Tiburtina, à Rome. C'est donc là que les policiers vont emmener Valpreda, le 16 décembre, à deux heures du matin, pour qu'il leur indique le lieu où est censé se trouver le dépôt d'armes signalé par son «camarade», le très bavard Mario Merlino. Inutile de dire que les policiers reviendront bredouilles de leur expédition nocturne, n'ayant trouvé sur la via Tiburtina que des tessons de bouteille et de vieilles boîtes de conserves.

Mais qui est ce Mario Merlino qui vient de rendre un si piètre service à ses camarades du 22 mars? De fait, peu de mois avant les faits, cet étudiant de 25 ans, fils d'un fonctionnaire au Vatican, était connu en tant que militant de l'organisation néo-fasciste Avanguardia nazionale, à laquelle il appartenait depuis l'âge de 18 ans. En mars 1968, il a fait partie d'un groupe de 200 militants fascistes venus affronter les étudiants d'extrême gauche qui occupaient l'université La Sapienza de Rome. Le mois suivant, il a séjourné en Grèce, à l'occasion d'un voyage organisé par les chefs fascistes Pino Rauti et Stefano Delle Chiaie, qui avaient répondu à l'invitation faite par l'ESESI, l'association des étudiants fascistes grecs à l'étranger. Puis, soudain, à son retour en Italie, Mario Merlino se «convertit» à l'anarchisme, se met à porter la barbe et laisse pousser ses cheveux. S'introduisant peu à peu dans les petits cercles militants, il finit par se retrouver aux côtés de Valpreda et de quelques jeunes activistes déçus de l'inertie des groupes de la FAI. Il n'a d'ailleurs pas cherché à cacher ses origines à ses nouveaux camarades: même après son arrestation,

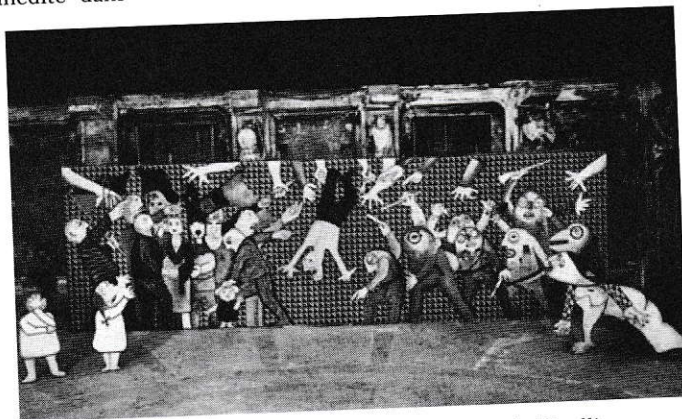
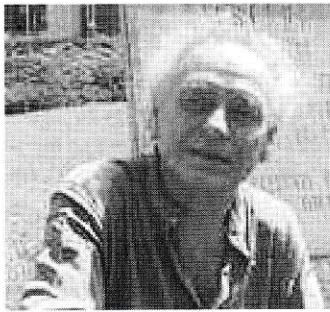


Tableau représentant la défénestration de Pinelli



Pietro Valpreda

le bon Valpreda continuera à croire à la sincérité de ce nouveau venu.

La où le bât blesse, c'est que, malgré cette sincérité supposée, Merlino n'a jamais cessé de fréquenter ses «ex» amis d'Avanguardia nazionale, à commencer par celui qui est leur leader à Rome, Stefano Delle Chiaie, alias «er caccola»⁷. C'est d'ailleurs ce dernier qui lui fournira le seul alibi dont il pourra se prévaloir pour l'après-midi du 12 décembre. Longtemps après, dans un entretien paru dans *L'Europeo* en 1981, Merlino exprimera encore l'estime qu'il porte au chef fasciste romain.

Quant à Valpreda, ex-délinquant juvénile, demi-marginal, isolé même du milieu anarchiste par ses déclarations intempestives et son désir d'action, on voit qu'il avait tout, au fond, pour remplir le rôle que les véritables auteurs des attentats du 12 décembre avaient décidé de lui faire jouer. «Il a été choisi à l'avance, écrit L. Lanza. Si la situation politique devait l'exiger, il pourrait être un bouc émissaire très commode». Et il l'a été deux fois, par les fascistes d'Avanguardia nazionale et par les services de la police politique.

La piste noire

Mais, alors que la presse bat le tambour contre le «fou sanguinaire», «la bête humaine» et autres gracieusetés, une autre vérité commence à se faire jour, fort éloignée du scénario concocté par les maîtres d'œuvre du 12 décembre, avec lequel la presse va amuser la galerie pendant quelques semaines encore⁸.

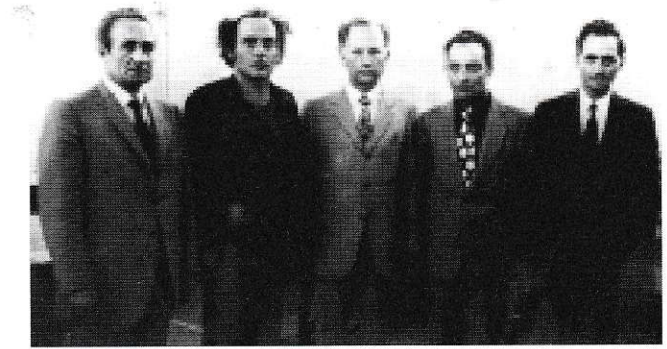
C'est le 15 décembre, c'est-à-dire le jour même où Valpreda est arrêté, qu'un professeur de français de Vittorio Veneto, Guido Lorenzon, se présente chez un avocat de

cette ville pour lui faire part de ses soupçons quant à la possible participation d'un de ses amis, le libraire néo-nazi Giovanni Ventura, dans les attentats qui viennent de mettre l'Italie entière en émoi.

Les trouvailles qu'on fera dans les années qui suivent vont permettre de répondre, en partie du moins, à la question que se posaient les rédacteurs du bulletin de la *Crocenera*, dans le numéro immédiatement postérieur aux attentats des 8 et 9 août : «Dans cette terrible année 1969, nous nous demandons : que diable se passe-t-il en Italie?». Si, dès ce mois d'août 69, les rédacteurs de ce bulletin anarchiste avaient l'intuition que quelque chose était d'ores et déjà en gestation, et que les libertaires auraient à en payer les conséquences, ils ne pouvaient pas savoir alors que tout cela répondait à une stratégie imaginée dans des cercles touchant à la fois aux services secrets et aux groupes d'extrême droite du pays. Cette stratégie est exprimée sans détours dans un document qu'on saisira en 1974 dans les locaux de l'Aginter Press de Lisbonne, une organisation d'extrême droite dirigée par un ex-officier OAS, Yves Guillou, alias Ralph Guérin-Sérac⁹. Intitulé *Notre action politique*, on y expose les principes de ce qu'on désignera sous l'expression de «stratégie de la tension», par laquelle, en commettant des attentats attribués à l'extrême gauche, on visait à créer un climat de peur favorable à l'instauration d'un régime ultra-autoritaire.

Une justice qui bafouille

Ce n'est que le 13 avril 1971, soit près d'un an et demi après les premiers aveux de Lorenzon, que Giancarlo Stiz, juge d'instruction à Trévise, émet un mandat d'arrêt contre trois nazis-fascistes de la région vénitienne – Giovanni Ventura, Franco Freda et Aldo Trinco – pour leur participation supposée à plusieurs des attentats de l'année 1969, et il faudra attendre encore le 22 mars 1972 pour que les juges Stiz et Calogero les impliquent dans les faits de décembre 69. Du coup, quand commence à Catanzaro, le 25 janvier 1975, le procès pour le massacre de la piazza Fon-



Qui est Valpreda ? Il est parmi ces cinq personnes, a-t-on affirmé au chauffeur de taxi qui l'«identifia» !

tana, Valpreda et ses amis du 22 mars se retrouvent sur le banc des accusés aux côtés de nombreux militants d'extrême droite et de quelques agents du SID, les services secrets italiens. Le 23 novembre 1979, la cour d'assises de Catanzaro condamne plusieurs de ces derniers – les nazis-fascistes F. Freda et G. Ventura ainsi que Guido Giannettini, qui porte une double casquette de journaliste et d'agent du SID – pour leur responsabilité dans le massacre de la piazza Fontana.

Mais ils seront tous acquittés pour insuffisance de preuves dès 1981, un jugement confirmé en 1985. La justice ne s'arrêtera pas en si bon chemin, du reste, puisque le même scénario va se répéter pour les responsables de l'attentat contre l'express Rome-Munich en 1974, et pour ceux du massacre de 1980. «Si dans un premier temps, l'enquête sur la tragédie de la gare de Bologne sembla devoir conduire vers les coupables, il s'avéra rapidement que c'était un leurre», écrit Jacques Georgel dans son livre *L'Italie au XXe siècle*¹⁰. Dans ce dernier cas, un juge bolognais inculpe 16 personnes, dont un ex-directeur adjoint des services secrets italiens et le chef de la loge maçonnique P2, le très sulfureux Licio Gelli.

Mais ici encore, les premières condamnations seront suivies d'acquittements ou de réductions de peine, au motif d'insuffisance de preuves. Au bout du compte, la justice ne sait toujours pas qui est responsable des attentats du 12 décembre 69 ou de la gare de Bologne, et tout porte à croire que personne ne paiera jamais pour ces crimes. Il n'y a pas de fin à l'histoire de la piazza Fontana.

Les deux terrorismes

Dans l'expression «les années de plomb», on tend à englober indistinctement les violences dont se sont rendu coupables les «deux terrorismes», le rouge et le noir, renvoyés dos à dos dans une égale réprobation. Mais, de fait, si on y regarde d'un peu plus près, on voit aussitôt que nombre des analystes de la vie politique italienne sont enclins à mettre l'accent sur l'un bien plus que sur l'autre. Ainsi, dans le livre cité plus haut, le docte professeur J. Georgel consacre *une demi-page*, pas plus, au «terrorisme de droite», contre près de cinq pages au «terrorisme de gauche», traité sous deux rubriques différentes : «Le terrorisme rouge», pp. 104-106, et «Le déclin du terrorisme», pp. 110-112, qui ne concerne strictement que le «terrorisme rouge». Par là, ces commentateurs ne font que répéter, à leur manière, le geste par lequel la société italienne – ou, plus précisément, ses faiseurs d'opinion – a réussi à rejeter dans l'ombre la violence de groupes d'extrême droite manoeuvrés en sous-main par une partie des services secrets du pays, pour ne plus retenir que celle qui lui succède quelques années plus tard : il faut se souvenir que le terrorisme rouge ne commence à tuer, pour sa part, que vers le milieu des années 70. L'opération est d'autant plus aisée que, comme on vient de le rappeler, les procès intentés aux fascistes soupçonnés d'être à l'origine des massacres mènent invariablement à des impasses, alors que les responsables de l'autre terrorisme sont connus, identifiés, jugés et lourdement condamnés. La justice italienne bafouille, certes, mais il y a pire : elle n'y voit que d'un œil.

L'incapacité manifeste à juger équitablement les uns et les autres, la tendance à faire porter une plus lourde responsabilité au terrorisme de gauche qu'à celui de droite, ce même professeur en fournit une preuve de plus dans son livre cité précédemment, quand il qualifie le terrorisme de gauche de « plus récent » que celui de droite – ce qui est vrai –, et de « plus meurtrier » – ce qui est manifestement faux 12.

Et comment pourrait-il l'être, du reste, quand on sait que le terrorisme des Brigades rouges – et autres groupes d'inspiration plus ou moins proche –, en choisissant des objectifs très ciblés (magistrats, policiers, militaires, patrons, journalistes, etc.), a pour but affiché de faire la guerre aux classes dominantes et à leurs serviteurs, alors que les groupes d'extrême droite frappent presque toujours à l'aveuglette, sans discrimination aucune, non pour alarmer tel ou tel groupe particulier mais en vue de *terroriser la société tout entière* pour mieux préparer les esprits à un rétablissement de l'ordre par la voie du coup d'État. Les actions des BR et le retentissement médiatique de l'assassinat d'Aldo Moro ont fait oublier, semble-t-il, à notre professeur que, si on s'en tient à une stricte – et fort sinistre, j'en conviens – comptabilité, les groupes nazis-fascistes ont tué bien plus que les autres.

Enfin, il ne suffit pas de dire, comme le fait ce politologue un peu distrait, que le terrorisme rouge est plus « récent » que le noir. Sans vouloir le moins du monde exonérer de leurs responsabilités les BR et autres groupes d'inspira-



Obsèques de Pietro Valpreda, mort le 08.08.2002

tion proche, on peut faire l'hypothèse que le terrorisme de gauche ne se serait probablement pas hissé au niveau atteint au cours de la seconde partie des années 70 si, dès la fin de la décennie antérieure, des groupes nazis-fascistes manipulés par des secteurs de l'appareil d'État italien n'avaient pris la responsabilité d'ouvrir toute grande la boîte de Pandore, dans le même temps que d'autres de ces secteurs cherchaient, contre toutes les évidences, à faire porter le chapeau aux anarchistes. En ce sens, on ne peut que donner raison à Luciano Lanza quand, dans l'introduction de son livre, il affirme que la tuerie de la piazza Fontana fut véritablement le point de départ des « années de plomb », « la mère de tous les massacres ».

Miguel Chueca

1. Cette époque va, en gros, de 1973 à 1981, bien qu'il serait plus logique d'en situer le début à la fin 69.

2. Je suis ici, très fidèlement, le récit que fait Luciano Lanza de ces

faits dans son livre *Bombe e segreti. Piazza Fontana 1969*, paru en 1997 aux éditions Elèuthera. Une version française de ce livre doit paraître prochainement aux éditions de la CNT-RP sous le titre *Les bombes et les secrets. La ténébreuse affaire de la piazza Fontana*.

3. Ces précisions procèdent de l'ouvrage *La strage di Stato*, qui exposait dès 1970 les résultats d'une contre-enquête conduite par des militants de la gauche extra-parlementaire.

4. On pourra lire le texte de cet article dans le livre de Luciano Lanza cité en note 2. Mais d'autres que ce folliculaire s'essuieront consciencieusement les pieds sur Valpreda, qualifié de « bête féroce » par La Nazione, de « bête obscène et répugnante » par *Il Secolo d'Italia*, de « fou sanguinaire » par *Il Tempo* (*La strage di Stato*, p. 133).

5. Le commissaire Fenêtre ». Je rappelle que Calabresi sera assassiné le 17 mai 1972 à Milan, peu de jours après la mort en prison du jeune libertaire Franco Serantini. Il faudra attendre 1988 pour qu'un ex-militant de Lotta continua vienne avouer aux carabinieri de La Spezia sa participation supposée au meurtre, com-

mandité, selon lui, par les chefs de LC, Adriano Sofri et Giorgio Pietrostefani. Sur ce sujet, je ne peux que conseiller la lecture du magistral livre de Carlo Ginzburg, *Le juge et l'historien, considérations en marge du procès Sofri*, publié par les éditions Verdier en 1997.

6. Ravachol est de retour ».

7. La crotte de nez » : ce poétique surnom a été attribué à Delle Chiaie à cause de sa petite taille.

8. Ce bel élan avec lequel, tête la première, la presse italienne donne dans le panneau à la fin 69, on le retrouvera quelques années plus tard, en 1982, quand elle gèbera avec délices le mauvais plat que lui serviront les services secrets du pays en vue d'accréditer la thèse de l'implication de la Bulgarie « communiste » dans la tentative d'assassinat commise, le 13 mai 1981, sur la personne de Jean-Paul II par Ali Agca, pourtant membre d'une organisation d'extrême droite.

9. Ici encore, on se reportera au livre de Luciano Lanza.

10. La documentation française, 1996, p. 104. Jacques Georgel est, par ailleurs, l'auteur de livres sur le franquisme et le salazarisme.

11. Sur les liens du terrorisme noir avec les services secrets américains, on lira avec profit l'ouvrage de Jean-François Brozzu-Gentile, *L'affaire Gladio. Les réseaux secrets américains au cœur du terrorisme de droite* (Albin Michel, Paris, 1994).

12. L'Italie du xx^e siècle, p. 103. Dans l'émission de Daniel Mermet diffusée le 11 février dernier sur France-Inter, le jour même où on apprenait la nouvelle de l'arrestation de Cesare Battisti, une universitaire – dont je n'ai pas retenu le nom – affirmait que l'extrême droite est responsable des deux tiers des assassinats commis au cours des « années de plomb ».

Nathalie Ménigon en grève de la faim soutenons son combat contre la dictature carcérale !

Depuis le 16 février, Nathalie Ménigon a engagé sa vie dans un nouvel épisode de la lutte qu'elle mène avec les autres militant-e-s d'Action Directe qui ont subi, pendant de longues années, des conditions de détention d'exception. Ce n'est qu'au prix d'une résistance permanente qu'elles-ils ont pu survivre à l'arbitraire carcéral : pour sortir de l'isolement total auquel elles/ils étaient soumis-e-s, elles/ils ont dû mener deux longues grèves de la faim de plus de cent jours. Au début 2001, Jean-Marc Rouillan et Joëlle Aubron engageaient une nouvelle grève de la faim, cette fois-ci pour exiger un déblocage des parloirs, des soins et un suivi médical pour leurs deux camarades (Nathalie Ménigon et Georges Cipriani) à la

santé très dégradée par l'isolement et les désastreuses conditions de détention. Nathalie livre aujourd'hui un nouveau combat. Victime de deux accidents vasculaires cérébraux, en 1996 puis en 2001, elle n'a pas reçu les soins qu'exige son état de santé. L'Administration pénitentiaire continue à lui interdire l'accès aux séances de kiné indispensable à sa rééducation. Le deuxième accident vasculaire cérébral ne fut détecté que plusieurs mois après qu'il s'est produit. Alors que Nathalie se plaignait de violents maux de tête, l'AP, qui n'ignorait pas son passé médical, osa l'interner quelques jours dans un hôpital psychiatrique, en cellule de contention. La situation vient encore d'empirer : pendant des

années, Nathalie a été soumise à une véritable camisole chimique, et maintenant l'AP a décidé de lui supprimer tous ses médicaments, dont l'anticoagulant vital dans la prévention d'un nouvel accident vasculaire cérébral ! Les dirigeants de ce pays prétendent donner des leçons de démocratie et d'humanité à la terre entière, mais la répression qui s'applique chaque jour. Les militants italiens réfugiés sont pourchassés par la police et la justice, tel Cesare Battisti, récemment emprisonné et que l'on veut maintenant extraditer, comme l'a été Paolo Persichetti en août 2002. La loi Kouchner, qui prévoit une suspension de peine pour les détenus gravement malades et dont la situation médicale ne saurait s'améliorer en prison. Mais par la voix de son procureur, le ministère de la Justice affirme que cette loi ne doit pas s'appliquer à Nathalie Ménigon, sous

prétexte que sa libération "troublerait l'ordre public". Nous n'avons aucune illusion sur le résultat de l'appel déposé par la militante d'AD, dont nous connaissons le résultat le 26 mars.

IL FAUT AGIR, LE TEMPS PRESSE !

Nathalie s'affaiblit très vite ; ses codétenues sont très inquiètes de la rapidité des effets de la grève de la faim sur son organisme épuisé par des années d'épreuves. Écrivez et téléphonez pour protester à la Chancellerie (DACC, 13 place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01, tél. : 01 44 77 60 60), à la direction de l'Administration pénitentiaire (8-10, rue du Renard, 75004 Paris, tél. : 01 44 77 60 60), au CD de Bapaume (chemin des Anzacs, 62451 Bapaume, UCSA : tél. : 03 21 15 29 50) et adressez des messages de solidarité à Nathalie (2173). 24 février 2004